



LOI N° 015 /PCMT/2022

Portant Statut des Magistrats Militaires

(/u la Charte de Transition ;

Le Conseil National de Transition a délibéré et adopté en sa séance du 08 Juin 2022 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1 : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : La présente loi fixe le statut des Magistrats Militaires.

Article 2 : Les Magistrats exerçant dans les juridictions Militaires sont répartis en Magistrats du siège et en Magistrats du parquet.

Sont Magistrats du siège :

- les présidents, les vice-présidents, les présidents de chambre de la Haute Cour Militaire, de la Cour d'appel et des tribunaux Militaires ;
- les conseillers de la Haute Cour Militaire et ceux de la Cour d'appel Militaire ;
- les juges au siège et les juges d'instruction des tribunaux Militaires.

Sont Magistrats du parquet :

- les Avocats généraux Militaires ;
- les Procureurs généraux Militaires ;
- les substituts des procureurs généraux Militaires ;
- les Procureurs Militaires et leurs substituts.

Article 3 : Tout Magistrat a vocation à occuper des fonctions du siège ou du parquet.

CHAPITRE 2 : DE L'INDEPENDANCE DU MAGISTRAT

Article 4 : Le Magistrat Militaire est indépendant.

L'indépendance s'entend du pouvoir donné au Magistrat Militaire lorsqu'il est saisi ou lorsqu'il se saisit d'un litige, de rendre une décision dans le strict respect des lois et règlements en vigueur, à l'abri de toute pression.

قانون رقم _____ / ا م ع 2022/1
ينص على النظام الأساسي للقضاة العسكريين

بناءً على الميثاق الانتقالي؛

اعتمد المجلس الوطني الانتقالي بعد المداولة في جلسته المنعقدة بتاريخ 08 يونيو 2022؛
يصدر رئيس الجمهورية القانون الذي فحواه:

الفصل الأول: الأحكام العامة

المادة الأولى: يحدد هذا القانون النظام الأساسي للقضاة العسكريين.

المادة 2: القضاة الذين يعملون في المحاكم العسكرية ينقسمون إلى قضاة المحكمة وقضاة النيابة.

قضاة المحكمة هم:

- الرؤساء ونواب الرؤساء ورؤساء غرف المحكمة العسكرية العليا ومحكمة الاستئناف والمحاكم العسكرية؛

- مستشارو المحكمة العسكرية العليا ومحكمة الاستئناف العسكرية؛

- قضاة المحكمة وقضاة التحقيق بالمحاكم العسكرية.

قضاة النيابة العامة هم:

- المحامون العامون العسكريون؛

- المدعون العامون العسكريون؛

- نواب المدعين العامين العسكريين؛

- المدعون العسكريون ونوابهم.

المادة 3: لكل قاضٍ حق تولي مهام رئاسة الجلسة أو النيابة.

الفصل الثاني: استقلالية القاضي

المادة 4: القاضي العسكري مستقل.

والاستقلال يعني السلطة الممنوحة للقاضي العسكري عندما ترفع أمامه قضية أو عندما ينظر في خلاف أو يصدر قراراً مع الاحترام الشديد للقوانين والأنظمة السارية، دون أي ضغط.

Article 5 : Hors les cas prévus par la loi et sous réserve de l'exercice du pouvoir disciplinaire, le Magistrat Militaire ne peut être inquisiteur en aucune manière, en raison des actes qu'il accomplit dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice.

Aucun compte ne peut être demandé au juge des décisions qu'il rend ou auxquelles il participe.

Article 6 : Le Magistrat Militaire du siège est inamovible.

Il ne peut recevoir d'affectation nouvelle, même à titre de promotion, sans son consentement, sauf en cas de sanction disciplinaire.

Toutefois, lorsque les nécessités de service l'exigent, il peut être déplacé par l'autorité de nomination, après avis conforme et motivé du Conseil supérieur de la Magistrature Militaire. Dans ce cas, le Conseil est saisi par une proposition écrite et motivée.

A l'exception des Magistrats Militaires exerçant dans la Haute Cour Militaire et la Cour d'appel, nul ne peut faire plus de cinq ans au même poste dans la même juridiction.

Article 7 : Les Magistrats Militaires du siège des cours et tribunaux sont placés sous l'autorité et le contrôle des présidents desdits cours et tribunaux, qui ont la faculté de leur adresser les observations et recommandations qu'ils estiment utiles dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, et leur demander d'en rendre compte.

Ces observations et recommandations ne doivent en aucun cas porter atteinte à l'indépendance du juge.

Article 8 : Les Magistrats Militaires du parquet sont placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité directe du Président de la République.

Les Magistrats Militaires du parquet sont tenus de respecter les instructions données par l'autorité hiérarchique dans leurs réquisitions écrites.

Ils ont la liberté de parole à l'audience.

L'autorité exercée par le Président de la République sur les Magistrats du parquet s'entend, outre les instructions d'ordre général, de celles relatives à la mise en mouvement de

1/4

المادة 5 : باستثناء الحالات التي ينص عليها القانون ومع الإبقاء على السلطة القضائية لا يجوز ممارسة أية سلطة قضائية من قبل أي من أعضاء السلطة القضائية في أية وظيفة أو دائرة أو ولاية قضائية أو أية وظيفة قضائية أخرى من أجل أداء وظائفه أو أية وظيفة قضائية أخرى من أجل أداء وظائفه.

ألا يجوز مطالبة أي احتساب أو مساءلة من قبل أي من هؤلاء القضاة أو أي من هؤلاء القضاة.

المادة 6 : القضاة العسكريون العسكريون غير المحكومين غير قابلين للتعزير.

لا يمكن أن يتولى أي وظيفة جديدة، حتى ولو كانت برتبة دون أو أعلى من الرتبة التي كان يشغلها، حتى ولو كانت برتبة دون أو أعلى من الرتبة التي كان يشغلها.

ومع ذلك، عندما تتطلب الضرورات الخدمة ذلك، يجوز نقله من قبل سلطة التسمية، بعد الرضا المطابق والمبرر من المجلس الأعلى العسكري. وفي هذه الحالة، يتم منح المجلس من أجل أداء وظائفه.

المادة 7 : يخضع القضاة العسكريون المحكومين بالمحاكم والمحاكم العسكرية لسلطة رؤساء المحاكم والمحاكم العسكرية ولرؤساء القضاة والمحاكم العسكرية ولرؤساء القضاة والمحاكم العسكرية.

لا يجوز في أي حال من الأحوال أن يكون له أي تأثير على الاستقلالية القضائية.

المادة 8 : يخضع القضاة العسكريون المحكومين لسلطة الرئيس وأعضاء السلطة القضائية ولرؤساء القضاة والمحاكم العسكرية.

لا يجوز للمحاكم العسكرية أو أي من هؤلاء القضاة أو أي من هؤلاء القضاة.

ولهم حرية الحديث في الجلسة.

'l'action publique, de la dénonciation au Procureur général Militaire des infractions et de la transmission des instructions écrites à verser au dossier de la procédure. Elle ne peut être déléguée.

Article 9 : Les Magistrats Militaires sont nommés par décret du Président de la République.

Le décret qui porte nomination d'un Magistrat Militaire détermine son poste d'affectation.

Article 10 : Le Conseil supérieur de la Magistrature Militaire décide des promotions et des affectations des Magistrats Militaires du siège et du parquet, des Tribunaux Militaires, de la Cour d'Appel Militaire.

Il donne son avis sur les propositions relatives aux nominations.

Les Magistrats de la Haute Cour Militaire sont choisis parmi les Magistrats Militaires ou civils de grade exceptionnel de la hiérarchie judiciaire.

Toutefois, les Magistrats civils sont conseiller et président de chambre.

CHAPITRE 3 : DE L'ACCES A LA PROFESSION

Section 1 : Du recrutement

Article 11 : Peut prendre part au concours externe d'entrée à l'école de la Magistrature, les personnes remplissant les conditions suivantes :

- le concours est ouvert aux deux (02) sexes ;
- être de nationalité tchadienne ;
- être âgé de 26 ans au moins et de 40 ans au plus ;
- jour de ses droits civiques ;
- être de bonne moralité ;
- remplir les conditions d'aptitudes mentales exigées pour l'exercice de l'emploi ;
- n'avoir jamais été condamné à une peine d'emprisonnement ferme de trois mois d'au moins ou de dix-huit mois au moins assortis de sursis à l'exception des délits d'imprudences ;
- être titulaire d'un BAC +4 ou diplôme équivalant en droit.

Article 12 : Peut prendre part au concours interne d'entrée à l'école de la Magistrature, les Militaires remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de quarante-cinq (45) ans ou plus ;
- être âgé de 26 ans au moins et de 40 ans au plus ;
- jour de ses droits civiques ;
- être de bonne moralité ;
- remplir les conditions d'aptitudes mentales exigées pour l'exercice de l'emploi ;
- n'avoir jamais été condamné à une peine d'emprisonnement ferme de trois mois d'au moins ou de dix-huit mois au moins assortis de sursis à l'exception des délits d'imprudences ;
- être titulaire d'un BAC +4 ou diplôme équivalant en droit.

Article 12 : Peut prendre part au concours interne d'entrée à l'école de la Magistrature, les Militaires remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de quarante-cinq (45) ans ou plus ;

20

الدعوى المدنية، وذلك في العالم العسكري العام المدني والمدني في الإجراءات، وإجراء الإجراءات الإدارية في طلب الإخراج، لا يمكن أن يكون ذلك الساطرة.

المادة 9 : يتم تعيين رئيس

الخمسة عشر من

الذي يعين العسكري

المادة 10 : يقدر المجلس الأعلى

والتي هي الخلية

المادة 10 : يقدر المجلس الأعلى

- être titulaire d'un BAC +4 ou diplôme équivalant en droit.
- avoir une ancienneté d'au moins cinq (05) ans d'exercice effectif ;
- être au grade de sous-lieutenant.

Article 13 : Peuvent être nommés auditeurs de justice sur demande, les fonctionnaires ayant le profil requis après étude de dossier et dans la proportion de 5% des places disponibles, après avis favorable du Conseil Supérieur de la Magistrature Militaire.

Section 2 : Du stage

Article 14 : Avant l'obtention du diplôme de fin de stage, les personnes visées aux **articles 11, 12 et 13** ci-dessus sont placées en position de stage, en qualité d'auditeurs de justice.

Article 15 : Le stage se déroule en deux phases dont l'une dans une école de formation de Magistrature et l'autre en juridiction.

Toutefois, les auditeurs de justice reçoivent la même formation que les Magistrats de l'ordre judiciaire.

La durée de la formation est de vingt-quatre (24) mois.

Article 16 : Pour les personnes visées à l'**article 13** ci-dessus, le stage se déroulera uniquement en juridiction pour une durée de six (06) mois.

L'auditeur de justice peut effectuer un stage auprès des juridictions Militaires ou de droit commun.

Article 17 : Le stage ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Article 18 : L'auditeur de justice perçoit pendant la durée du stage un traitement.

Il a également droit à une indemnité de logement.

Article 19 : Les modalités du traitement ainsi que le montant de l'indemnité de logement sont fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Article 20 : L'auditeur de justice participe, sous la responsabilité des Magistrats Militaires ou civils titulaires, à l'activité juridictionnelle, sans pouvoir toutefois recevoir délégation de signature.

A ce titre, il :

- assiste les juges d'instruction dans tous les

- où il a exercé ses fonctions pendant au moins cinq (5) ans ;
- avoir une ancienneté d'au moins cinq (05) ans d'exercice effectif ;
- être au grade de sous-lieutenant.

المادة 13: يتم تعيينهم مباشرة مدققين قضائيين إذا قدموا الطلب، الموظفون الذين تتوفر لديهم التخصصات المطلوبة بعد دراسة الملفات ونسبة 5% من الأماكن المتاحة بعد موافقة المجلس الأعلى للقضاء العسكري.

القسم 2: التدريب

المادة 14: قبل الحصول على الدبلوم في نهاية التدريب، يوضع الأشخاص المشار إليهم في المواد 11 و 12 و 13 أعلاه في وضع تدريب كمدقق القضاء.

المادة 15: يتم التدريب على مرحلتين، إحداهما في مدرسة التدريب القضائي والأخرى في المحكمة. ومع ذلك، يتلقى مدقق القضاء نفس التدريب الذي يتلقاه قضاة النظام القضائي.

تمتد مدة التدريب إلى أربعة وعشرين (24) شهراً.

المادة 16: بالنسبة للأشخاص المشار إليهم في المادة 13 أعلاه، يتم التدريب فقط في المحكمة لمدة ستة (06) أشهر.

يمكن لمدقق القضاء إجراء تدريب داخلي مع المحاكم العسكرية أو محاكم القانون العام.

المادة 17: لا يمكن تجديد فترة التدريب إلا مرة واحدة.

المادة 18: يتقاضى المدقق القضائي راتباً أثناء فترة التدريب.

كما يحق له الحصول على علاوة للسكن.

المادة 19: تحدد طرق المعاملة (الراتب) ومقدار علاوة السكن بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء.

المادة 20: يشارك المدقق القضائي، تحت مسؤولية القضاة العسكريين أو المدنيين، في النشاط القضائي دون أن يتمكن من الحصول على تفويض بالتوقيع.

بهذه الصفة، فهو:

- يساعد قضاة التحقيق في جميع أعمال الإعلام؛

أ. م. م.

actes d'information :

- assiste les Magistrats Militaires du ministère public dans l'exercice de leurs fonctions ;
- présente oralement devant ces juridictions, des réquisitions ou des conclusions.

Article 21 : L'auditeur de justice est astreint au secret professionnel.

Préalablement à toute activité en juridiction, il prête le serment suivant devant la Cour d'Appel Militaire : "Je jure et promets de garder religieusement le secret professionnel et de me conduire en tout, en digne et loyal auditeur de justice".

Il ne peut en aucun cas être relevé de ce serment.

Article 22 : L'auditeur de justice est soumis à la discipline telle que prévue par le présent statut pendant la durée de sa formation.

Il peut être prononcé à son encontre les sanctions suivantes :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- l'exclusion définitive.

Toute faute commise après un avertissement est sanctionnée par un blâme entraînant d'office une exclusion définitive.

Les sanctions ci-dessus sont inscrites au dossier individuel de l'auditeur de justice.

A l'exception de l'avertissement qui est prononcé par le directeur du stage ou le directeur de l'école, le pouvoir disciplinaire à l'égard de l'auditeur de justice appartient au Président de la République.

Article 23 : A la fin du stage, l'auditeur de justice ayant obtenu le diplôme de fin de stage et ayant fait l'objet d'une enquête de moralité favorable est intégré dans le corps de la Magistrature et nommé par décret simple du Président de la République, sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature Militaire.

Un décret pris en Conseil des ministres fixe les modalités de déroulement de l'enquête de moralité.

- يساعد القضاة العسكريين في النيابة العامة في ممارسة وظائفهم؛
- يقدم شفوياً الطلبات أو الاستنتاجات أمام هذه المحاكم.

المادة 21: يلتزم المدقق القضائي بسر المهنة.

قبل ممارسة أي نشاط في المحكمة، يؤدي اليمين التالية أمام محكمة الاستئناف العسكرية: "أقسم وأعد بأن أحافظ على السرية المهنية دينياً وأن أتصرف في كل شيء كمدقق للقضاء جدير ومخلص".

ولا يجوز إعفاه من هذه اليمين بأي حال من الأحوال.

المادة 22: يخضع المدقق القضائي للتأديب المنصوص عليه في هذا النظام الأساسي طوال مدة تدريبه.

يجوز النطق ضده بالعقوبات الآتية:

- التحذير؛
- اللوم؛
- الإقصاء النهائي.

أي خطأ يرتكب بعد الإنذار يعاقب عليه بتوبيخ يؤدي تلقائياً إلى إقصاء نهائي.

يتم تسجيل العقوبات المذكورة أعلاه في الملف الشخصي للمدقق القضائي.

فيما عدا الإنذار الذي يصدر عن مدير التدريب أو مدير المدرسة، تعود السلطة التأديبية فيما يتعلق بالمدقق القضائي إلى رئيس الجمهورية.

المادة 23: في نهاية فترة التدريب، يتم دمج المدقق القضائي الحاصل على دبلوم نهاية التدريب وخضوعه لتحقيق في حسن الأخلاق في هيئة القضاء ويتم تعيينه بمرسوم بسيط من رئيس الجمهورية، بناءً على اقتراح المجلس الأعلى للقضاء العسكري.

يحدد مرسوم صادر عن مجلس الوزراء إجراءات التحقيق الأخلاقي.

NG

٤

CHAPITRE 4 : DE LA HIERARCHIE

Section 1 : De la hiérarchie des grades

القسم 1: ترتيب الرتب

Article 24 : Le corps des Magistrats Militaires a une hiérarchie propre dont les grades correspondent aux catégories des officiers subalternes, supérieurs et officiers généraux ainsi établies dans l'ordre croissant qu'il suit :

Officiers subalternes :

- Magistrat Militaire stagiaire adjoint Sous-lieutenant ;
- Magistrat Militaire stagiaire Lieutenant ;
- Magistrat Militaire Capitaine ;

Officiers supérieurs :

- Magistrat Militaire de 4^{ème} classe Commandant ;
- Magistrat Militaire 3^{ème} classe Lieutenant-colonel ;
- Magistrat Militaire de 2^{ème} classe Colonel ;
- Magistrat Militaire de 1^{ère} classe Colonel-major ;

Officiers généraux :

- Magistrat Militaire général de 3^{ème} classe Général de Brigade ;
- Magistrat Militaire général de 2^{ème} classe Général de Division ;
- Magistrat Militaire général de 1^{ère} classe Général de Corps d'Armée ;
- Magistrat Militaire hors hiérarchie.

L'avancement au grade supérieur des Magistrats Militaires s'effectue de façon régulière à l'exception d'élévation au grade des officiers généraux.

Article 25 : Lors de leur intégration, les Magistrats Militaires sont classés selon leur grade, le temps passé en formation étant pris en compte du point de vue de l'ancienneté, dans la limite maximale de quatre (04) ans.

Section 2 : De la hiérarchie des fonctions

Article 26 : Le Président de la Haute Cour Militaire a le même rang, privilèges de juridiction que le Président de la Cour Suprême.

Les Conseillers à la Haute Cour Militaire, les Avocats Généraux, le Président de la Cour d'Appel Militaire, le Procureur Général

المادة 24: هيئة القضاة العسكريين لها تسلسلها الهرمي الخاص، حيث تتوافق رتبهم مع فئات صغار الضباط وكبار الضباط والضباط الجنرالات المعدة على هذا النحو بالترتيب التصاعدي كما يلي:

الضباط المرؤوسون:

- نائب قاضي عسكري متدرب ملازم ثاني؛
- قاضي عسكري متدرب ملازم أول؛
- قاضي عسكري متدرب نقيب؛

الضباط الرفيعون:

- قاضي عسكري من الدرجة الرابعة راند؛
- قاضي عسكري من الدرجة الثالثة مقدم؛
- قاضي عسكري من الدرجة الثانية عقيد؛
- قاضي عسكري من الدرجة الأولى عقيد راند؛

الضباط الجنرالات:

- قاضي عسكري عام من الدرجة الثالثة عميد؛
- قاضي عسكري عام من الدرجة الثانية لواء؛
- قاضي عسكري جنرال من الدرجة الأولى فريق؛
- قاضي عسكري خارج الهرمية فريق أول.

يتم الترقية إلى رتبة أعلى من القضاة العسكريين على أساس منتظم باستثناء الترقية إلى رتبة الضباط الجنرالات.

المادة 25: أثناء اندماجهم، يصنف القضاة العسكريون حسب رتبهم، ويؤخذ في الاعتبار الوقت الذي يقضونه في التدريب من وجهة نظر الأقدمية، في مدة أقصاها أربع (04) سنوات.

القسم 2: التسلسل الهرمي للوظائف

المادة 26: لرئيس المحكمة العسكرية العليا نفس رتبة وامتيازات وصلاحيات رئيس المحكمة العليا.

مستشارو المحكمة العسكرية العليا والمحامون العامون ورئيس محكمة الاستئناف العسكرية، والمدعي العام العسكري، ونواب المدعي العام ورؤساء المحاكم

Militaire, les Substituts du Procureur Général, les Présidents des Tribunaux Militaires, les Procureurs Militaires et leurs Substituts et les Juges Militaires ont les mêmes rangs et privilèges que ceux de juridictions de droit commun.

Article 27 : A l'épuisement des échelons du grade exceptionnel, le Magistrat Militaire est placé dans la catégorie supérieure.

Article 28 : Sont également placés hors hiérarchie :

- les Magistrats Militaires de grade exceptionnel nommés à la Haute Cour de la Justice Militaire et à la Cour d'Appel Militaire ;
- les Magistrats de grade exceptionnel nommés aux fonctions d'inspecteur général des services, de directeur de cabinet, de chargé de mission, de secrétaire général et de conseiller technique ;
- les Magistrats Militaires de grade exceptionnel nommés aux fonctions d'inspecteurs techniques et de directeurs centraux.

Article 29 : Les Magistrats Militaires de grade exceptionnel nommés aux fonctions d'inspecteur général, de directeur de cabinet, de chargé de mission, de secrétaire général et de conseiller technique sont placés hors hiérarchie et ont rang de premier Avocat général près la Haute Cour Militaire.

Article 30 : Les Magistrats Militaires de grade exceptionnel nommés aux fonctions d'inspecteurs techniques, de directeurs centraux ont rang de Procureur général près la Cour d'Appel Militaire.

Article 31 : Les Magistrats Militaires placés hors hiérarchie bénéficient d'un traitement calculé sur la base de l'indice le plus élevé des hiérarchies spécifiques de l'Armée.

Article 32 : La nomination à une fonction est prononcée de sorte qu'un Magistrat ne puisse avoir sous ses ordres un autre Magistrat de grade supérieur ou plus ancien que lui dans le même grade sauf pour les cas visés au premier tiret de l'article 33 ci-dessous en ce qui concerne les hautes cours.

A égalité d'ancienneté dans le grade et l'échelon, priorité est accordée au plus âgé.

العسكرية والمدعون العسكريون ونوابهم والقضاة العسكريون لهم نفس رتب موظفي محاكم القانون العام.

المادة 27: عند استنفاد درجات الرتبة الاستثنائية، يوضع القاضي العسكري في الفئة الأعلى.

المادة 28: يتم وضعهم أيضاً خارج التسلسل الهرمي:

- القضاة العسكريون برتبة استثنائية المعينون في محكمة العدل العسكرية العليا ومحكمة الاستئناف العسكرية؛
- القضاة من الدرجة الاستثنائية المعينون في وظائف المفتش العام للخدمات ومدير إدارة مكتب والقائم بالمهام والأمين العام والمستشار الفني؛
- القضاة العسكريون من الرتبة الاستثنائية المعينون في وظائف المفتشين الفنيين والمديرين المركزيين.

المادة 29: القضاة العسكريون ذوو الرتبة الاستثنائية المعينون في وظائف المفتش العام ومدير إدارة المكتب والقائم بالمهام والأمين العام والمستشار الفني، يعينون خارج التسلسل الهرمي ولهم رتبة محامي عام أول بالمحكمة العسكرية العليا.

المادة 30: القضاة العسكريون من الرتبة الاستثنائية المعينون في وظائف المفتشين الفنيين والمديرين المركزيين لهم درجة مدعي عام بمحكمة الاستئناف العسكرية.

المادة 31: يستفيد القضاة العسكريون المعينون خارج التسلسل الهرمي من راتب محسوب على أساس أعلى مؤشر للسلطات الهرمية المحددة للجيش.

المادة 32: يتم الإعلان عن التعيين في الوظيفة بحيث لا يمكن أن يكون للقاضي بموجب أوامره قاضي آخر أعلى رتبة منه أو أكبر منه في نفس الرتبة باستثناء الحالات المشار إليها في الفقرة الأولى من المادة 33 أدناه فيما يتعلق بالمحاكم العليا.

عندما تتساوى الأقدمية في الرتبة والدرجة، تُعطى الأولوية للأكبر سناً.

La mise en position de disponibilité est d'intérêts personnels.

L'exercice de ses fonctions pour des motifs Magistral Militaire autorisé à suspendre Article 54 : La disponibilité est la position du

Section 2 : De la disponibilité .

de la République. Il est réintégré par décret simple du Président

le corps d'origine est de droit. A la fin du détachement, la réintégration dans

l'expiration du terme convenu. Le détachement prend fin d'office à

disponibilité ou d'une retraite anticipée. Le Magistral Militaire en fin de détachement

peut, à sa demande, bénéficier d'une mise en Militaire concerné.

l'organisme de détachement ou du Magistral de la République, à la demande de

tout moment, par décret simple du Président Article 53 : Le détachement peut prendre fin à

Magistral. La rémunération doit être au moins

équivalente à celle perçue dans la détachement.

rémunéré par l'organisme ou le service de Article 52 : Le Magistral Militaire détaché est

la retraite. et bénéficie de ses droits à l'avancement et à

pour ce qui concerne sa qualité de Magistral demeure soumis au statut de la Magistrale

Article 51 : Le Magistral Militaire détaché Article 51 : Le Magistral Militaire détaché

une retraite anticipée. disponibilité, soit pour une démission, soit pour

Magistral doit réintégrer ou opter, soit pour une de quinze (15) ans consécutifs, le Magistral

Toutefois, après une période de détachement renouvelable.

ne peut excéder cinq (05) ans. Il est Article 48 ci-

dessus, le détachement du Magistral Militaire Article 50 : Dans les cas prévus à l'article 48 ci-

ministère de la Défense Nationale. Magistral ou dans l'administration centrale du

années d'exercice effectif en juridiction détaché que s'il compte au moins cinq

Article 49 : Le Magistral militaire ne peut être publique.

d'un établissement privé reconnu d'utilité République du Tchad, d'un projet national de

développement financé par ces institutions ou

de développement financé par ces institutions ou

الاجتهاد.

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

القسم 2 : الاستاذة ع .

الجمهوريين رئيس من رئيس الجمهورية بعد ان

الاجتهاد.

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

الاجتهاد.

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

المجلة بوقف هو موثق الجيش العسكري المادة 54 : الاستاذة ع

- une protection nécessaire ;
- une formation continue ;
- la documentation et les moyens de recherche.

- حيازة وحمل سندس؛
- الحماية اللازمة؛
- التدريب المستمر؛
- التوثيق ووسائل البحث.

Article 68 : La grille salariale, la nature et le taux des indemnités ainsi que tous autres avantages à accorder aux Magistrats Militaires sont fixés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition conjointe du Conseil Supérieur de la Magistrature Militaire et de celui en charge des Finances, en tenant compte de la spécificité de leurs charges.

المادة 68: يتم تحديد سلم الرواتب وطبيعة ومعدل العلاوات وكذلك جميع المزايا الأخرى التي يجب منحها للقضاة العسكريين بموجب مرسوم يتخذ في مجلس الوزراء، بناءً على اقتراح مشترك من المجلس الأعلى للقضاء العسكري والمكلف بالمالية، مع مراعاة خصوصية تكاليفهم.

Article 69 : Le Magistrat Militaire a droit à un congé annuel avec traitement, d'une durée de quarante-cinq (45) jours pour une année judiciaire.

المادة 69: للقاضي العسكري إجازة سنوية مدفوعة الأجر لمدة خمسة وأربعين (45) يوماً عن سنة قضائية واحدة.

Il ne peut en jouir que pendant les vacances judiciaires.

Article 70 : Les vacances judiciaires courent du 1^{er} juillet au 30 septembre de chaque année.

ولا يمكنه الاستمتاع بها إلا خلال الإجازات القضائية.

Pendant cette période, des formations de vacation sont chargées d'assurer la permanence du service pénal, le jugement des affaires Militaires sommaires et de celles qui requièrent célérité.

المادة 70: الإجازات القضائية تبدأ من 1 يوليو حتى 30 سبتمبر من كل عام.

Au cours de la première quinzaine du mois de juin, les chefs de cours et tribunaux Militaires fixent par ordonnances, les audiences de vacation et désignent les Magistrats chargés d'en assurer le service.

خلال هذه الفترة، تكون تشكيلات المناوبات مسؤولة عن ضمان ديمومة خدمة الجنايات، والحكم في القضايا العسكرية المستعجلة وتلك التي تتطلب السرعة.

Ces ordonnances peuvent être modifiées en cas de nécessité.

خلال النصف الأول من شهر يونيو، ينشئ رؤساء المحاكم والهيئات القضائية العسكرية، بأوامر، جلسات الاستماع وتعيين القضاة المسؤولين عن ضمان الخدمة.

Article 71 : Il est fixé au moins une audience par quinzaine ou par semaine suivant les nécessités de service.

يمكن تعديل هذه الأوامر إذا لزم الأمر.

Article 72 : Un rôle particulier pour la tenue des audiences de vacation est arrêté.

المادة 71: تحدد جلسة واحدة على الأقل كل أسبوعين أو في الأسبوع حسب مقتضيات الخدمة.

Les causes portées en vacation et qui n'y auront pas été jugées seront reportées aux Magistrats Militaires auxquels elles avaient précédemment été confiées ; celles qui auront été portées directement à la formation des vacations seront distribuées à la rentrée par le chef de juridiction en suivant l'ordre des inscriptions au rôle.

المادة 72: يتم إقرار دور خاص لعقد الجلسات.

Article 73 : L'audience solennelle de rentrée des juridictions Militaires est fixée au 1^{er} octobre de chaque année, dans les conditions déterminées par ordonnance

القضايا المعروضة على جلسة الإجازة والتي لن يتم الحكم فيها هناك سيتم إبلاغها إلى القضاة العسكريين الذين سبق أن عهدوا إليهم؛ وسيتم توزيع تلك التي تم إحضارها مباشرة إلى تشكيل الديمومة في بداية العام الدراسي من قبل رئيس المحكمة تبعاً لترتيب التسجيلات في الدور.

المادة 73: تحدد الجلسة الرسمية لعودة المحاكم العسكرية في الأول من أكتوبر من كل عام، بالشروط التي يحددها أمر مشترك من رئيسي المحكمة العسكرية العليا ومحكمة

conjointe des présidents de la Haute Cour Militaire et de la Cour d'Appel Militaire.

Cette ordonnance est notifiée au Président de la République.

Lorsque le 1^{er} octobre est un dimanche, un jour férié ou chômé, l'audience solennelle de rentrée est tenue le premier jour ouvrable qui suit.

Article 74 : La Magistrate Militaire bénéficie d'un congé de maternité d'une durée totale de quatorze (14) semaines, qui commence au plus tôt six (06) semaines et au plus tard quatre (04) semaines avant la date présumée de l'accouchement, au vu d'un certificat médical délivré par un médecin agréé, une sage-femme ou un maïeuticien.

La décision de congé de maternité est prise par le président de la Haute Cour Militaire ou Cour d'Appel Militaire.

Le Magistrat militaire dont la femme a accouché bénéficie d'un congé de paternité de trois (03) jours sur décision de son supérieur hiérarchique.

Article 75 : Sauf cas d'accouchement avant la date présumée, la mère ne peut bénéficier d'un congé de maternité de plus de dix (10) semaines à partir de la date effective de l'accouchement.

En cas de mort-né ou de décès du nouveau-né avant l'expiration du congé de maternité, la mère a droit à un congé de six (06) semaines à partir de la date du décès.

Si à l'expiration du congé de maternité, la mère n'est pas en état de reprendre son service, elle est placée en congé de maladie, au vu des certificats médicaux dûment établis.

Article 76 : La jouissance consécutive d'un congé de maternité et des vacances judiciaires est possible.

Article 77 : Pendant une période de quinze (15) mois à compter de la naissance de l'enfant, la mère a droit à des repos pour allaitement.

La durée totale de ces repos est d'une heure et demie par jour.

Article 78 : Tout Magistrat Militaire malade et dans l'impossibilité d'exercer son emploi fait, sauf cas de force majeure, constater immédiatement son état par une autorité

يبلغ هذا الأمر إلى رئيس الجمهورية.

عندما يكون الأول من أكتوبر هو يوم الأحد أو يوم عيد أو يوم عطلة، تُعقد جلسة الاستماع الرسمية بالعودة إلى في أول يوم عمل يليه.

المادة 74: تستفيد القاضية العسكرية من إجازة ولادة مدتها الإجمالية أربعة عشر (14) أسبوعاً، تبدأ في أقرب ستة (06) أسبوعاً وقبل أربعة (04) أسابيع على الأقل من التاريخ المفترض للولادة، على أساس شهادة طبية صادرة عن طبيب معتمد أو قابلة أو رجل مولد (قابل).

يتخذ قرار إجازة الأمومة رئيس المحكمة العسكرية العليا أو محكمة الاستئناف العسكرية.

يستفيد القاضي الذي ولدت زوجته من إجازة الأبوة لمدة ثلاثة (03) أيام بناءً على قرار رئيسه المباشر.

المادة 75: باستثناء حالة الولادة قبل التاريخ المفترض، لا يجوز للأم الاستفاد من إجازة الأمومة التي تزيد مدتها على عشرة (10) أسابيع من تاريخ الولادة الفعلي.

في حالة الإملاص أو وفاة المولود قبل انتهاء إجازة الولادة، يحق للأم الحصول على إجازة مدتها ستة (06) أسابيع من تاريخ الوفاة.

إذا لم تكن الأم، في نهاية إجازة الأمومة، في وضع يسمح لها باستئناف خدمتها، فإنها تُمنح إجازة مرضية، بالنظر إلى الشهادات الطبية المحررة حسب الأصول.

المادة 76: يجوز التمتع المتتالي بإجازة الأمومة والإجازات القضائية.

المادة 77: لمدة خمسة عشر (15) شهراً من ولادة الطفل، للأم الحق في الراحة للرضاعة.

المدة الإجمالية لفترات الراحة هذه هي ساعة ونصف في اليوم.

المادة 78: يجب على أي قاض عسكري مريض وغير قادر على أداء عمله، باستثناء حالات القوة القاهرة، أن يعمل على ملاحظة حالته على الفور لسلطة طبية معتمدة وأن يتم إخطار خدمته خلال مدة أقصاها ستة (06) أيام

بعد التوقف عن العمل مدعوماً بشهادة طبية مدونة بالشكل الصحيح.

المادة 79: مع مراعاة أحكام المادة 78 أعلاه، يمنح القاضي العسكري إجازة مرضية قصيرة الأمد ومحتفظاً براتب كامل في الشروط التالية:

- من قبل رئيس المحكمة أو المدير العام الذي يتبع له إذا كان توقف العمل لمدة أقصاها سبعة (07) أيام؛
- من قبل رئيس المحكمة العسكرية العليا إذا تجاوز التوقف عن العمل سبعة (07) أيام دون أن يتجاوز ثلاثة (03) أشهر؛
- من قبل رئيس محكمة الاستئناف العسكرية في حالة أو أخرى للقضاة الخاضعين لهذه المحاكم العسكرية.

المادة 80: إجازة المرض تسمى إجازة طويلة الأمد، ويمنحها رئيس المحكمة العسكرية العليا، بعد استشارة مجلس الصحة، لمدة أو أكثر متتالية لمدة ثلاثة (03) أشهر كحد أدنى وستة (06) أشهر كحد أقصى، ما يناهز الخمس (05) سنوات.

المادة 81: يحتفظ القاضي العسكري الذي في إجازة مرضية طويلة براتبه كاملاً من أول سنتين (02) من مرضه، باستثناء العلاوات والمخصصات التي تصرف له.

خلال السنوات الثلاث (03) التالية، يتقاضى نصف أجره ويحتفظ بجميع الإضافات الخاصة بالعائلة.

المادة 82: يحتفظ القاضي العسكري الذي يُعزى مرضه إلى الخدمة أو نتيجة لعمل تفاني للمصلحة العامة أو هجوم تعرض له أثناء أداء واجباته بجميع راتبه حتى يتمكن من استئناف خدمته أو حتى تقاعده.

تتحمل الدولة جميع التكاليف الناجمة مباشرة عن المرض. في هذه الحالة، يستفيد القاضي العسكري من ترقيته في الدرجات والرتب.

médicale agréée et fait avertir son service dans un délai maximum de six (06) jours suivant l'arrêt du travail, avec à l'appui, un certificat médical établi en bonne et due forme.

Article 79 : Sous réserve du respect des dispositions de l'article 78 ci-dessus, le Magistrat Militaire est mis en congé de maladie de courte durée avec maintien de l'intégralité de son traitement dans les conditions suivantes :

- par le chef de cour ou le directeur général dont il relève quand l'interruption de travail est de sept (07) jours au maximum ;
- par le président de la Haute Cour Militaire quand l'interruption de travail excède sept (07) jours sans toutefois atteindre trois (03) mois ;
- par le président de la Cour d'Appel Militaire dans l'un ou l'autre cas pour les Magistrats relevant de ces juridictions Militaires.

Article 80 : Le congé de maladie dit congé de longue durée est accordé par le président de la Haute Cour Militaire, après avis du conseil de santé, pour une ou plusieurs périodes consécutives de trois (03) mois au minimum et de six (06) mois au maximum, à concurrence d'un total de cinq (05) ans.

Article 81 : Le Magistrat Militaire mis en congé de maladie de longue durée conserve pendant les deux (02) premières années de maladie, l'intégralité de son traitement à l'exception des primes et indemnités qui lui étaient versées.

Pendant les trois (03) années suivantes, il perçoit la moitié de son traitement et conserve la totalité des suppléments pour charge de famille.

Article 82 : Le Magistrat Militaire dont la maladie est imputable au service ou est la conséquence, soit d'un acte de dévouement dans un intérêt public, soit d'une agression subie à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, conserve l'intégralité de son traitement jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ou jusqu'à sa mise à la retraite.

L'Etat prend en charge tous les frais directement entraînés par la maladie.

Dans ce cas le Magistrat Militaire bénéficie de ses avancements d'échelons et de grade.

Article 83 : Tout accident survenu au cours d'une activité commandée par le service est considéré comme accident de travail.

Un décret pris en Conseil des ministres fixe les modalités de prise en charge des accidents de travail.

Article 84 : Le Magistrat Militaire mis en congé de maladie de longue durée est, à l'expiration de ce congé et après avis du conseil de santé :

- soit réintégré dans son service s'il est définitivement guéri ;
- soit admis à un régime d'invalidité ou de retraite anticipée.

Article 85 : Compte tenu des exigences particulières du traitement ou du contrôle médical auquel est soumis le bénéficiaire d'un congé de maladie de longue durée, le lieu de jouissance dudit congé est fixé sur avis du conseil de santé.

Article 86 : Toute évacuation sanitaire hors du Tchad d'un Magistrat Militaire est décidée sur proposition du conseil de santé.

Article 87 : Le Magistrat Militaire bénéficiaire d'un congé de maladie cesse tout travail rémunéré, sauf les activités éventuellement ordonnées et contrôlées médicalement au titre de la réadaptation.

Il signale, éventuellement, ses changements de résidence successifs au président de la Haute Cour Militaire.

L'inspection des services s'assure que le Magistrat Militaire bénéficiaire du congé n'exerce effectivement aucune activité interdite par le premier alinéa du présent article.

En cas de violation de cette interdiction, l'intéressé est révoqué et poursuivi pour les traitements perçus par lui au cours de la période concernée.

Article 88 : Hormis le cas des maladies mentales, le Magistrat Militaire qui refuse de se soumettre à l'examen du conseil de santé ou qui néglige l'accomplissement de cette formalité, soit pour la prolongation d'un congé de maladie, soit pour la transformation d'un congé de maladie en congé de maladie de longue durée, soit pour la reconnaissance de son aptitude à reprendre le service à l'issue d'une période régulière de congé, encourt des sanctions disciplinaires.

المادة 83: كل حادث يقع أثناء نشاط تأمر به الخدمة يعتبر حادث عمل.

يحدد مرسوم يتخذ في مجلس الوزراء كيفية التكفل بحوادث العمل.

المادة 84: إن القاضي العسكري الذي تم منحه إجازة مرضية طويلة الأمد يكون في نهاية هذه الإجازة وبعد استشارة مجلس الصحة:

- إما يعاد إلى خدمته إذا ما شفي نهائياً؛
- وإما يقبل في نظام الإعاقة أو التقاعد المبكر.

المادة 85: مع مراعاة المتطلبات الخاصة للعلاج أو المراقبة الطبية التي يخضع لها المستفيد من إجازة مرضية طويلة الأمد، يُحدد مكان التمتع بالإجازة المذكورة بناءً على نصيحة مجلس الصحة.

المادة 86: كل إجلاء طبي لقاضي عسكري خارج تشاد يتخذ باقتراح من مجلس الصحة.

المادة 87: يوقف القاضي العسكري المستفيد من الإجازة المرضية جميع الأعمال المأجورة باستثناء الأنشطة التي قد يأمر بها الطبيب ويراقبها طبيباً لإعادة التأهيل.

وإذا لزم الأمر، يشير إلى تغييرات محتملة متتالية لمحل إقامته لرئيس المحكمة العسكرية العليا.

تتحقق مفتشية الخدمة من أن القاضي العسكري المستفيد من الإجازة لا يقوم فعلياً بأي نشاط محظور بموجب الفقرة الأولى من هذه المادة.

في حالة مخالفة هذا الحظر، يتم إقصاء المعني ومقاضاته بسبب العلاجات التي تلقاها خلال الفترة المعنية.

المادة 88: باستثناء حالة المرض العقلي، فإن القاضي العسكري الذي يرفض الخضوع لفحص مجلس الصحة أو يتجاهل إنجاز هذه الإجراءات الشكلية، إما لتمديد الإجازة المرضية أو لتغيير الإجازة المرضية لفترة طويلة أو للاعتراف بقدرته على العودة إلى الخدمة في نهاية فترة الإجازة العادية، يخضع لعقوبات تأديبية.

Article 89 : Tout Magistrat Militaire qui a bénéficié d'un congé de maladie se soumet, après sa reprise de service, aux visites ou examens de contrôle que le conseil de santé ou le médecin traitant peut éventuellement prescrire.

En cas de refus de se soumettre aux visites ou examens médicaux, toute rechute entraîne la perte du bénéfice du traitement à l'exception des allocations familiales.

Article 90 : Des congés avec traitement peuvent être accordés à tout Magistrat Militaire pour lui permettre de subir les épreuves de concours ou examens présentant un intérêt pour le déroulement de sa carrière.

La durée du congé est égale à la durée des épreuves du concours ou de l'examen subi par le Magistrat Militaire, augmentée le cas échéant, des délais de route aller et retour, du lieu d'affectation au centre du concours ou de l'examen. Cette durée ne peut en aucun cas excéder un (01) mois.

Les supérieurs hiérarchiques immédiats peuvent apprécier et accorder les congés pour examens ou concours d'une durée d'un (01) à quinze (15) jours.

Pour les congés d'une durée de plus de quinze (15) jours, le président de la Haute Cour Militaire est seul autorisé à les accorder.

Les chefs des hautes juridictions apprécient et accordent les congés pour examens ou concours pour les Magistrats Militaires relevant de ces juridictions.

Ces congés sont déductibles des prochains droits à congé administratif du Magistrat lorsque le cumul excède quinze (15) jours.

Article 91 : Des autorisations d'absence, avec maintien du traitement pour événements familiaux et non déductibles des vacances judiciaires dans la limite de dix jours au maximum par an, peuvent être accordées aux Magistrats Militaires.

Article 92 : Les autorisations d'absence prévues à l'article ci-dessus sont accordées sur demande du Magistrat par le supérieur hiérarchique immédiat.

Article 93 : Les Magistrats Militaires sont protégés contre les menaces et attaques de quelque nature que ce soit, dont ils peuvent être l'objet dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

المادة 89: على أي قاضٍ عسكري استفاد من إجازة مرضية أن يخضع بعد استئناف خدمته للزيارات أو الفحوصات الرقابية التي قد يحددها مجلس الصحة أو الطبيب المعالج.

في حالة رفض الخضوع للزيارات أو الفحوصات الطبية، فإن أي انتكاسة يترتب عليها فقدان الاستفادة من العلاج، باستثناء العلاوات العائلية.

المادة 90: يجوز منح إجازة مدفوعة الأجر لأي قاضٍ عسكري لتمكينه من إجراء مسابقات أو امتحانات مفيدة لتطوير حياته المهنية.

مدة الإجازة تساوي مدة المسابقات أو الامتحان الذي خضع له القاضي العسكري، وتزداد، إذا لزم الأمر، أوقات الذهاب والإياب من مكان التعيين إلى مركز المسابقة أو الامتحان. ويجب ألا تتجاوز هذه المدة بأي حال من الأحوال شهراً واحداً (01).

يجوز للرؤساء المباشرين تقدير ومنح عطل للامتحانات أو المسابقات لمدة يوم واحد (01) إلى خمسة عشر (15) يوماً.

بالنسبة للعطل التي تزيد مدتها عن خمسة عشر (15) يوماً، يكون رئيس المحكمة العسكرية العليا هو الشخص الوحيد المخول بمنحها.

يقوم رؤساء المحاكم العليا بتقييم ومنح الإذن بالامتحانات أو المسابقات للقضاة العسكريين الخاضعين لهذه المحاكم.

تُخصم هذه العطل من حق القاضي التالي في الإجازة الإدارية عندما يتجاوز المجموع خمسة عشر (15) يوماً.

المادة 91: تصريح الغياب مع الحفاظ على المرتب للمناسبات العائلية وغير القابل للخصم من أيام الإجازات القضائية في حدود عشرة أيام كحد أقصى في السنة، يمكن منحها للقضاة العسكريين.

المادة 92: تصريح الغياب المنصوص عليه في المادة السابقة تمنح بناءً على طلب القاضي من الرئيس المباشر.

المادة 93: يتمتع القضاة العسكريون بالحماية من التهديدات والاعتداءات من أي نوع كان، والتي قد يكونون هدفاً لها في ممارسة وظائفهم أو في أثناء ممارستها.

L'Etat doit réparer le préjudice direct qui en résulte dans tous les cas non prévus par la législation des risques professionnels.

La protection et les garanties prévues à l'alinéa précédent sont dues aux membres de la famille du Magistrat, lorsque les menaces et attaques résultent d'une réaction liée aux décisions prises par celui-ci, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Un décret pris en conseil des ministres fixe les règles relatives à la sécurité des Magistrats Militaires.

Section 2 : Des privilèges

Article 94 : Les honneurs Militaires et civils sont rendus aux représentants du pouvoir judiciaire Militaire dans les conditions fixées par les règlements relatifs aux cérémonies officielles.

Article 95 : Les Magistrats Militaires sont dotés de macaron, d'insigne et de carte professionnelle pour justifier de leur identité, leur qualité et de leur fonction.

Un décret du Président de la République détermine la nature et les modalités d'attribution du macaron, de l'insigne et de la carte professionnelle.

Section 3 : Des devoirs

Article 96 : L'exercice des fonctions de Magistrat Militaire est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction publique et de toute autre activité professionnelle ou salariée, commerciale ou non.

Toutefois, des dérogations individuelles peuvent être accordées aux Magistrats Militaires, par décision des chefs de cours, pour dispenser des enseignements ou mener des recherches relevant de leur compétence, ou pour exercer des fonctions ou activités qui ne sont pas de nature à porter atteinte à la dignité du Magistrat Militaire ou à son indépendance.

Le Magistrat Militaire peut, sans autorisation préalable, se livrer à des travaux scientifiques, littéraires ou artistiques.

Dans les mêmes conditions, il peut se livrer à des activités agro-sylvo-pastorales à caractère non industriel.

Article 97 : Lorsque le conjoint d'un Magistrat Militaire exerce à titre professionnel une activité lucrative, déclaration est faite au

il est exigé de la part de l'Etat de réparer le préjudice direct qui en résulte dans tous les cas non prévus par la législation des risques professionnels.

La protection et les garanties prévues à l'alinéa précédent sont dues aux membres de la famille du Magistrat, lorsque les menaces et attaques résultent d'une réaction liée aux décisions prises par celui-ci, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Un décret pris en conseil des ministres fixe les règles relatives à la sécurité des Magistrats Militaires.

القسم 2: الامتيازات

المادة 94: تمنح الأوسمة العسكرية والمدنية لممثلي السلطة القضائية العسكرية بالشروط التي تحددها اللوائح الخاصة بالمراسم الرسمية.

المادة 95: يزود القضاة العسكريون بشارات وعلامات وبطاقات مهنية لإثبات هويتهم وصفتهم ووظيفتهم.

مرسوم من رئيس الجمهورية يحدد طبيعة وطرق إسناد الشارة والعلامة والبطاقة المهنية.

القسم 3: الواجبات

المادة 96: تتعارض ممارسة مهام القاضي العسكري مع ممارسة أي وظيفة عامة أخرى وأي نشاط مهني آخر أو يوجب فيه، سواء أكان تجارياً أم لا.

ومع ذلك، يجوز منح استثناءات فردية للقضاة العسكريين، بقرار من رؤساء المحاكم، لتقديم التدريس أو إجراء البحوث ضمن اختصاصهم، أو لممارسة وظائف أو أنشطة لا يحتمل أن تقوض كرامة القاضي العسكري أو استقلالته.

يجوز للقاضي العسكري دون إذن مسبق أن يشتغل في الأعمال العلمية أو الأدبية أو الفنية.

في ظل نفس الظروف، يجوز له الانخراط في أنشطة زراعية ورعوية وحرارية ذات طبيعة غير صناعية.

المادة 97: عندما يمارس زوج قاضٍ عسكري نشاطاً مربحاً على أساس مهني، يتم تقديم بيان لرئيس المحكمة العسكرية العليا الذي يتخذ، إذا لزم الأمر، التدابير

Article 104 : Tout Magistrat Militaire, lors de sa nomination à son premier poste et avant d'entrer en fonction, prète devant la Cour d'Appel Militaire du ressort de sa juridiction le serment défini par la loi portant Code de l'Organisation de la Justice Militaire.

Article 105 : Le Magistrat Militaire ne peut en aucun cas être relevé de ce serment.

Article 106 : Le serment prêté de vive voix est constaté par un procès-verbal inscrit sur le registre des audiences solennelles.

Le procès-verbal est dans tous les cas, signé du président de la cour qui a reçu le serment et du greffier audientier.

Article 107 : Une expédition du procès-verbal de prestation de serment est classée dans le dossier administratif du Magistrat Militaire.

Article 108 : Le Magistrat Militaire qui a perdu sa qualité prète à nouveau serment lorsqu'il est réintégré dans le corps de la Magistrature.

Article 109 : Le Magistrat Militaire est installé dans ses fonctions en audience solennelle de la juridiction à laquelle il est nommé.

En cas de nécessité, il est installé par écrit. Procès-verbal est dressé de cette installation et conservé au greffe.

Une expédition en est adressée à la Haute Cour Militaire.

CHAPITRE 8 : DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Article 110 : La Président de la République assure à tous les Magistrats Militaires ayant les aptitudes et le mérite nécessaires, des facilités en vue de leur perfectionnement et de leur spécialisation.

Article 111 : Les différents types de stages auxquels peut prétendre le Magistrat Militaire sont :

- le stage de spécialisation ;
- le stage de perfectionnement.

Article 112 : La position de stage de spécialisation est celle dans laquelle le Magistrat Militaire, tout en restant dans son emploi, s'exerce à en approfondir certains aspects particuliers.

Le Magistrat Militaire de retour d'un stage de spécialisation ne peut bénéficier de la même mesure, qu'après deux années de service effectif, pour compter de la date de sa reprise de service.

المادة 104 : يؤدي أي قاضٍ عسكري عند تعيينه في وظيفته الـأولى وقبل توليه منصبه أمام محكمة الاستئناف في نطاق اختصاصه اليمين التي يحددها القانون في قانون تنظيم القضاء العسكري.

المادة 105 : لا يجوز بحال من الأحوال إعفاء القاضي العسكري من هذه اليمين.

المادة 106 : تؤدى اليمين بصوت مسموع في محضر يدون في سجل الجلسات الرسمية.

والمحضر في جميع الأحوال يوقعه رئيس المحكمة الذي تلقى اليمين وكاتب المحكمة.

المادة 107 : تودع نسخة من محضر أداء اليمين في الملف الإداري للقاضي العسكري.

المادة 108 : يؤدي القاضي العسكري الذي فقد صفته اليمين مرة أخرى عند إعادته إلى الهيئة القضائية.

المادة 109 : يتم تعيين القاضي العسكري في مهامه أمام جلسة رسمية للمحكمة التي تم تعيينه فيها.

إذا دعت الضرورة، يتم تنصيبه كتابياً. ويتم تحرير محضر هذا التنصيب والاحتفاظ بها في قلم المحكمة.

يتم إرسال نسخة إلى المحكمة العسكرية العليا.

الفصل الثامن: التدريب المهني

المادة 110 : تضمن رئاسة الجمهورية لجميع القضاة العسكريين ذوي المؤهلات والكفاءات اللازمة تسهيلات بهدف تحسين أدائهم وتخصصهم.

المادة 111 : أنواع الدورات المختلفة التي يحق للقاضي العسكري الحصول عليها هي:

- التدريب بهدف التخصص ؛
- التدريب بهدف التحسين.

المادة 112 : يتمثل وضع التخصص في أن القاضي العسكري، رغم استمراره في عمله، يتدرب لتعميق جوانب معينة.

ولا يجوز للقاضي العسكري العائد من التدريب بهدف التخصص أن يستفيد من نفس التدبير إلا بعد سنتين من الخدمة الفعلية اعتباراً من تاريخ استئناف خدمته.

10/10

Le stage de spécialisation ne donne droit ni à un changement de grade, ni à une bonification d'échelon.

Article 113 : La position de stage de perfectionnement est celle dans laquelle le Magistrat Militaire actualise ses connaissances ou adapte sa formation technique aux progrès scientifiques et technologiques.

Le Magistrat Militaire de retour d'un stage de perfectionnement ne peut bénéficier d'un autre stage de perfectionnement qu'après neuf (09) mois de service effectif, pour compter de la date de sa reprise de service.

Le stage de perfectionnement ne donne droit ni à un changement de grade, ni à une bonification d'échelon.

CHAPITRE 9 : DES INTERIMS ET DES SUPPLEANCES

Article 114 : En cas de vacance de poste dans la Magistrature Militaire, ou lorsque le titulaire est absent pour congé ou tout autre empêchement l'obligeant à suspendre l'exercice de ses fonctions, le service est assuré conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 115 : L'intérim du président de la Haute Cour Militaire est assuré de plein droit par le vice-président et à défaut, par le président de chambre le plus ancien dans le grade le plus élevé ; le cas échéant, par le conseiller le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Article 116 : L'intérim du Président de la Cour d'Appel Militaire, est assuré par le conseiller le plus ancien dans le grade le plus élevé et, en cas d'égalité de grade, par le conseiller le plus âgé.

Article 117 : L'intérim du président du tribunal Militaire est assuré par le Magistrat du siège le plus ancien dans le grade le plus élevé et, en cas d'égalité de grade, par le Magistrat du siège le plus âgé.

Article 118 : Le Procureur général Militaire près la Cour d'Appel est suppléé de plein droit par le Magistrat de son parquet le plus ancien dans le grade le plus élevé.

En cas d'égalité de grade, par le Magistrat du parquet le plus âgé.

A défaut de substitut du Procureur général Militaire, l'intérim est assuré par le Procureur Militaire près le Tribunal Militaire du siège de la Cour.

Article 119 : Le Procureur Militaire est suppléé

par le Procureur Militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé et, en cas d'égalité de grade, par le Procureur Militaire le plus âgé.

المادة 113: وضع التدريب بهدف التحسين هو الذي يقوم فيه القاضي العسكري بتحديث معرفته أو تكييف تدريبيه الفني مع التقدم العلمي والتكنولوجي.

ولا يجوز منح قاض عسكري عائد من دورة تدريبية لتجديد المعلومات دورة تدريبية أخرى لتجديد المعلومات إلا بعد تسعة (09) أشهر من الخدمة الفعلية، اعتباراً من تاريخ استئناف الخدمة.

لا يمنحك التدريب التنشيطي الحق في تغيير الرتبة أو تحسين الدرجة.

الفصل 9: الإنابة والاحتياطات

المادة 114: في حالة وجود منصب شاغر في القضاء العسكري، أو في حالة غياب شاغل الوظيفة بسبب إجازة أو أي عائق آخر يقتضي منه تعليق أداء مهامه، تؤدي الخدمة وفقاً لأحكام هذا الفصل.

المادة 115: يتولى أول رئيس للمحكمة العسكرية العليا منصب نائب رئيس المحكمة العسكرية العليا، وإذا لم يحدث ذلك، يتولى رئيس الدائرة الأعلى رتبة، وعند الاقتضاء، منصب المستشار الأقدم من أعلى رتبة.

المادة 116: يتولى عمل رئيس محكمة الاستئناف أقدم مستشار في أعلى رتبة، وفي حالة المساواة في الرتبة، يشغله أقدم مستشار.

المادة 117: يقوم بتعيين رئيس المحكمة العسكرية مؤقتاً قاضي أقدم مقعد في أعلى رتبة، وفي حالة المساواة في الرتبة، قاضي أقدم مقعد.

المادة 118: يستبدل المدعي العام العسكري بمحكمة الاستئناف تلقائياً بقاضي أقدم نيابة في أعلى رتبة.

وفي حالة المساواة في الرتبة، يتولاها القاضي الأكبر سناً في النيابة.

وفي حالة عدم وجود نائب للمدعي العام العسكري، يقوم المدعي العام العسكري في المحكمة العسكرية بمقر المحكمة بدور النائب المؤقت.

المادة 119: يستعاض عن المدعي العام العسكري بالنائب العسكري الأول بقوة القانون؛ وإذا تعذر ذلك، من

وكفأته وتفانيه في العس.

particulièrement distingué par son intégrité, sa compétence et son dévouement au travail.

Article 132 : La lettre de félicitations et d'encouragement est adressée au Magistrat Militaire par le ministre de la Défense sur proposition des supérieurs hiérarchiques.

Cette lettre est versée au dossier individuel de l'intéressé.

Article 133 : La décoration pour faits de service public fait l'objet d'un décret simple du Président de la République, sur proposition des supérieurs hiérarchiques dont relève le Magistrat Militaire après avis conforme du Conseil Supérieur de la Magistrature Militaire.

Elle donne droit à une bonification d'un échelon.

Toute décoration pour laquelle l'avis conforme du Conseil Supérieur de la Magistrature Militaire n'aura pas été requis ne peut donner lieu à une bonification d'échelon.

CHAPITRE 12 : DE LA CESSATION DES FONCTIONS

Article 134 : La cessation définitive des fonctions résulte :

- de la démission régulièrement acceptée ;
- de l'admission à la retraite ;
- de l'admission à cesser ses fonctions ;
- de la révocation sans suppression des droits à pension, telle que prévue ci-dessus ;
- de la condamnation à une peine afflictive et infamante ;
- du décès.

Article 135 : La démission ne peut résulter que d'une demande expresse écrite de l'intéressé. Elle ne vaut qu'autant qu'elle est acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination et prend effet à la date fixée par cette autorité.

L'autorité investie du pouvoir de nomination statue dans le délai de deux mois (2) suivant la demande.

Article 136 : L'acceptation de la démission la rend irrévocable.

Elle ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'exercice de l'action disciplinaire en raison des

المادة 132: يرسل وزير الدفاع رسالة التهنية والتشجيع إلى القاضي العسكري بناء على اقتراح الجهات المشرفة.

وتدرج هذه الرسالة في الملف الفردي للشخص المعني.

المادة 133: يُمنح وسام أداء الخدمة العامة بموجب مرسوم بسيط صادر عن رئيس الجمهورية بناء على اقتراح من القيادات الهرمية التي يبلغها القاضي العسكري بعد موافقة المجلس الأعلى للقضاء العسكري.

و يعطي الوسام حق الاستفادة من الترقية في الدرجة.

وأي وسام يمنح دون موافقة المجلس الأعلى العسكري لا يؤدي إلى الترقية في الدرجة.

الفصل 12: إنهاء الخدمة

المادة 134: يؤدي الوقف الدائم للمهام إلى ما يلي:

- قبول الاستقالة على النحو الواجب ؛
- الإحالة إلى التقاعد ؛
- قبول وقف مهامه ؛
- إلغاء الحق في المعاش التقاعدي، على النحو المنصوص عليه أعلاه ؛
- الإدانة بعقوبة بدنية ومبرحة ؛
- الوفاة.

المادة 135: لا يمكن أن تنجم الاستقالة إلا عن طلب خطي صريح من الشخص المعني. ولا تكون صحيحة إلا بقدر ما تقبلها سلطة التعيين، وتصبح نافذة ابتداء من التاريخ الذي تحدده تلك السلطة.

تبت سلطة التعيين في غضون شهرين من تقديم الطلب.

المادة 136: قبول الاستقالة يجعلها غير قابلة للنقض.

ولا يعرقل، عند الاقتضاء، ممارسة الإجراءات التأديبية

بسبب لوقائع التي لم تكشف إلا بعد هذا القبول.

faits qui n'ont été révélés qu'après cette acceptation.

Article 137 : La limite d'âge pour la retraite des Magistrats Militaires est fixée comme suit :

المادة 137: الحد الأدنى لسن تقاعد القضاة العسكريين هو:

Officiers subalternes :

- Magistrat Militaire sous-lieutenant 59 ans ;
- Magistrat Militaire lieutenant 60 ans ;
- Magistrat Militaire capitaine 61 ans ;

الضباط المرفوسون:

- قاض عسكري ملازم ثاني 58 سنة ؛
- قاض عسكري ملازم أول 60 سنة ؛
- قاض عسكري نقيب 62 سنة ؛

Officiers supérieurs :

- Magistrat Militaire commandant 62 ans ;
- Magistrat Militaire lieutenant-colonel 63 ans ;
- Magistrat Militaire colonel 64 ans ;
- Magistrat Militaire colonel-major 65 ans ;

الضباط الرفيعون:

- قاض عسكري رائد 64 سنة ؛
- قاض عسكري مقدم 66 سنة ؛
- قاض عسكري عقيد 68 سنة ؛
- قاض عسكري عقيد - رائد 69 سنة ؛

Officiers généraux :

- Magistrat Militaire général de brigade 66 ans ;
- Magistrat Militaire général de division 67 ans ;
- Magistrat Militaire général de corps d'armée 68 ans ;

الضباط الجنرالات :

- قاضي عسكري عميد 70 سنة ؛
- قاضي عسكري لواء 71 سنة ؛
- قاضي عسكري فريق 72 سنة ؛
- قاضي عسكري فريق أول 73 سنة.

Toutefois, les Magistrats officiers généraux admis à la 3^{ème} section sont placés en position de réserve.

ومع ذلك، يتم تعيين الضباط الجنرالات المقبولين في القسم الثالث في وضع احتياطي.

Article 138 : La mise à la retraite d'office est prononcée :

المادة 138: تكون الإحالة إلى التقاعد إلزامية فيما يلي:

- soit à la suite de la limite d'âge ;
- soit pour inaptitude physique dans les conditions prévues par la présente loi ;
- soit par mesure disciplinaire.

- إما بسبب بلوغ الحد الأقصى للسن ؛

- إما بعدم القدرة البدنية وفقاً لأحكام هذا القانون ؛

- إما باتخاذ إجراءات تأديبية.

L'âge du Magistrat Militaire est calculé d'après la pièce d'état civil qu'il a produite au moment de son recrutement.

ويحسب عمر القاضي العسكري على أساس وثيقة الأحوال المدنية التي أصدرها وقت تجنيده.

Le Magistrat Militaire admis à la retraite pour atteinte de la limite d'âge, a droit à une indemnité de départ à la retraite dont les modalités sont précisées par décret pris en Conseil des ministres.

ويحق للقاضي العسكري المُحال إلى التقاعد لبلوغ الحد الأقصى للسن الحصول على علاوات الإحالة إلى التقاعد التي تحدد شروطها بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء.

Article 139 : Tout Magistrat Militaire qui totalise au moins quinze années de services effectifs peut demander son admission à la retraite avant d'avoir atteint la limite d'âge de la retraite. Dans ce cas, il bénéficie d'une pension dans les conditions fixées par le régime général de retraite.

المادة 139: يجوز لأي قاض عسكري لا تقل مدة خدمته الفعلية عن خمس عشرة (15) سنة أن يتقدم بطلب للتقاعد قبل بلوغ سن التقاعد. وفي هذه الحالة، يحصل على معاش بموجب الشروط المنصوص عليها في النظام العام للمعاشات التقاعدية.

109

Cette admission à la retraite est subordonnée aux intérêts du service que l'administration apprécie souverainement.

CHAPITRE 13 : DE L'HONORARIAT

Article 140 : L'honorariat est la dignité accordée à un Magistrat Militaire admis à la retraite après au moins dix (10) années d'appartenance au corps de la Magistrature Militaire en position d'activité.

L'intéressé doit avoir exercé ses fonctions dans l'honneur.

Tout postulant à l'honorariat adresse sa demande au ministre de la Défense. La proposition peut émaner également dudit ministre.

Dans tous les cas, la demande ou la proposition est communiquée à la juridiction d'origine du Magistrat Militaire concerné pour appréciation avant d'être transmise au Conseil Supérieur de la Magistrature Militaire.

Le décret de nomination en qualité de Magistrat Militaire honoraire est pris sur avis conforme du Conseil Supérieur de la Magistrature Militaire.

L'honorariat ne peut être accordé qu'au titre de la plus haute fonction judiciaire occupée par le postulant au cours de sa carrière.

Article 141 : Le Magistrat Militaire honoraire demeure attaché en cette qualité à la juridiction au titre de laquelle l'honorariat lui est accordé.

Il continue de jouir des honneurs et privilèges attachés à son état et peut assister en costume d'audience aux cérémonies solennelles de sa juridiction.

Il prend rang à la suite des Magistrats de son grade.

Article 142 : Le Magistrat Militaire honoraire est tenu à la réserve qui s'impose à sa condition de Magistrat. Il a droit à une indemnité d'honorariat dont le montant et les conditions d'octroi sont fixées par décret pris en conseil des ministres.

ويخضع قبول الإحالة إلى التقاعد لمراعاة مصالح الخدمة التي تقيمها الإدارة بشكل سيادي.

الفصل 13: الرتبة الفخرية

المادة 140: الرتبة الفخرية هي الكرامة الممنوحة للقاضي العسكري المتقاعد بعد عشر (10) سنوات على الأقل من العضوية في القضاء العسكري وهو في حالة نشاط.

يجب أن يكون الشخص المعني قد أدى واجباته بشرف.

ويتعين على أي متقدم للحصول على رتبة الشرف أن يوجه طلبه إلى وزير الدفاع. وقد يأتي الاقتراح أيضاً من الوزير المذكور.

وفي جميع الحالات، يحال الطلب أو الاقتراح إلى الدائرة القضائية الأصلية للقاضي العسكري المعني لتقييمه قبل إحالته إلى المجلس الأعلى للقضاء العسكري.

ويصدر مرسوم التعيين كقاض عسكري فخري بموافقة المجلس الأعلى للقضاء العسكري.

ولا يجوز منح الرتبة الفخرية إلا فيما يتعلق بأعلى منصب قضائي يشغله مقدم الطلب خلال حياته المهنية.

المادة 141: يظل القاضي العسكري الفخري مرتبطاً بهذه الصفة إلى السلطة القضائية التي منح بموجبها الرتبة الفخرية.

ويواصل المعني التمتع بالشرف والامتيازات المرتبطة بصفته، ويجوز له حضور المراسم الرسمية التي تنظم في محكمته بزيه الرسمي.

ويجلس في صف القضاة من ذوي رتبته.

المادة 142: يكون القاضي العسكري الفخري ملزماً بالتحفظ المفروض عليه بصفته قاضياً. ويحق له الحصول على بدل أتعاب يحدد مقداره بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء.

149

Le Général الخبير
MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO
محمد إدريس ديبى إيتو

N'Djamena, le 22 JUN 2022

انجمنيا، بتاريخ

Article 145 : La présente loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée et publiée au journal officiel de la République et exécutée comme loi de l'Etat.

Article 144 : Un décret pris en conseil des ministres fixe le statut de greffe Militaire.

Article 143 : Jusqu'à ce que le nombre de Magistrats Militaires soit requis pour pouvoir à toutes les fonctions, les Magistrats de grade inférieur peuvent être nommés et/ou continuent d'exercer dans toutes les conditions définies par la présente loi et celle de droit commun.

ET FINALES

CHAPITRE 14 : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

L'honorariat ne peut être retiré que dans les formes prévues au chapitre relatif à la discipline.

المادة 145: الأحكام التي يلغى جميع القوانين السابقة التي تتعارض مع هذه القوانين، والتي سيتم تسجيلها في الجريدة الرسمية الجزائرية، وبتنسيق مع الجمهورية الجزائرية، سيتم تسجيلها في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية وتنفيذها كقانون للدولة.

المادة 144: يحدد مرسوم من مجلس الوزراء نظام القلم العسكري.

المادة 143: حتى يكون عدد القضاة العسكريين من الدرجة الأدنى أو الأعلى كافياً لجميع الوظائف التي تتطلب تعيين قضاة من الدرجة الأدنى أو الأعلى، يمكن تعيين قضاة من الدرجة الأدنى أو الأعلى في مناصب جميع الوظائف التي تتطلب تعيين قضاة من الدرجة الأدنى أو الأعلى، بما في ذلك في مناصب القضاة العسكريين من الدرجة الأدنى أو الأعلى.

الباب 14 : الأحكام الانتقالية والنهائية

ولا يجوز سحب الرتبة الجزائرية إلا بالطريقة المنصوص عليها في الفصل المتعلق بالانتقالية.